

Les forums Organization de passage à Franco-Ouest

La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) tenait, les 9, 10 et 11 novembre, son forum Organization au Collège Catholique Franco-Ouest, à Ottawa.

Ce deuxième de quatre forums qui se déroulent tous en novembre, et ce, aux quatre coins de la province, avait pour but d'outiller les jeunes pour qu'ils s'impliquent plus dans leur école. Plus de 200 élèves ont participé à l'événement.

Des ateliers portant sur l'esprit d'école, les sports à l'école, l'animation d'un petit groupe, la radiodiffusion, la publicité à l'école, le théâtre, la proaction, l'animation de foule, le journal et les arts visuels ainsi que des ateliers intitulés Muzzik, Improvization et ÉcoLogique sont venus donner le ton au Forum.



Plus de 200 élèves ont participé à l'événement. Photo : Denise Karger

«C'est la deuxième année que l'atelier ÉcoLogique existe. L'environnement est un sujet important de nos jours, alors c'est intéressant», souligne la vice-présidente de la FESFO, Sylvie Samson.

Cette année marquait aussi une nouveauté, soit un atelier intitulé *Accueillons* sur le multiculturalisme.

À la suite de ces ateliers, les élèves sont en mesure d'instaurer un club quelconque dans leur école en fonction de ce qu'ils ont appris.

Chaque année, le forum se déroule sous un thème général. «Le thème de cette année était la santé mentale, alors on a eu un atelier sur le sujet le dimanche», indique la vice-présidente de la FESFO.

Les forums se déroulent aussi dans une ville différente chaque année.

Cette activité est la plus importante de la FESFO annuellement et complète les Jeux franco-ontariens, qui rassemblent la jeunesse franco-ontarienne en mai chaque année. (K.B.)

Christine Gratton maintenant finaliste pour Miss Canada

Après avoir été demi-finaliste pour Miss Québec

► Kristina Brazeau
kristina.brazeau@transcontinental.ca

Bien qu'elle n'ait pas remporté le concours Miss Québec, Christine Gratton ne se laisse pas abattre. L'élève de l'École secondaire catholique Garneau est maintenant finaliste pour le concours Miss Canada.

Effectivement, après avoir tenté l'expérience du côté du Québec, elle se dirige maintenant vers la finale de Miss Canada, qui se déroulera à l'Olympia de Montréal, le 24 novembre prochain.

Elle se retrouve parmi les 15 personnes choisies pour représenter l'Ontario au concours, où elle aura à affronter des finalistes de partout au pays.

Celle-ci s'est retrouvée dans le lot par un heureux hasard. Un organisateur d'un défilé de mode auquel elle participait lui a demandé pourquoi elle n'avait pas auditionné pour Miss Canada lors des auditions qui se sont tenues à Ottawa.

«Je n'avais pas entendu parler des auditions et je les avais manquées. J'ai appelé l'organisateur de Miss Canada et il m'a dit de venir essayer et j'ai été retenue», mentionne la principale intéressée.

Christine se rendra donc à Montréal, du

22 au 24 novembre prochains, afin de prendre part à un gala, qui comprendra chants, danse et animation.

«Je me considère chanceuse, j'ai une expérience de plus que tout le monde puisque j'ai aussi participé à un gala de Miss Québec.»

La gagnante du concours remportera, entre autres, une Mercedes, en plus de représenter le Canada à divers concours internationaux, tandis que les 12 finalistes recevront un voyage dans le Sud.

Celle qui se décrit elle-même comme étant «accroc au concours» souhaite détruire les préjugés que certaines filles peuvent avoir en ce qui concerne ce genre de concours.

«C'est vraiment l'un et enrichissant. Ça rapporte beaucoup pour le futur, même si elles ne souhaitent pas poursuivre une carrière dans le domaine des médias», confie-t-elle.

En ce qui concerne ses projets, celle-ci compte participer à Miss Ontario ainsi que Miss Ottawa, respectivement en janvier et avril.

Elle participera aussi à un autre concours intitulé Nouveau visage. Ce concours comporte trois catégories, soit ado, fashion et style



Christine Gratton se retrouve maintenant finaliste au concours Miss Canada. Photo : Archives

de vie. Christine souhaite s'inscrire dans le volet style de vie, pour devenir porte-parole. Ce sera aussi l'occasion pour elle de se faire recruter par une agence de mannequins. Elle a également la chance de représenter le concours, puisque c'est son visage qui se retrouvera sur les affiches.

Soulignons que l'émission *Volt*, diffusé à TFO présentera un reportage sur Christine Gratton, le 22 novembre prochain, à 23 h.



Le mercredi 21 nov 2007

Le cardinal Ouellet appelle à la réconciliation

Martin Croteau

La Presse

C'est l'un des rares cas où un membre éminent de la hiérarchie catholique fait un mea-culpa. Le cardinal Marc Ouellet prend la plume aujourd'hui en espérant combler le «vide spirituel» du Québec moderne, et demande pardon aux Québécois pour des erreurs passées.

«Je reconnais, écrit-il, que des attitudes étroites de certains catholiques, avant 1960, ont favorisé l'antisémitisme, le racisme, l'indifférence envers les premières nations et la discrimination à l'égard des femmes et des homosexuels.»

Dans [son texte publié ce matin](#), le cardinal avoue que d'autres «abus de pouvoir» ont sapé l'autorité morale du clergé. Des mères ont été rabrouées pour les obligations familiales. Et des jeunes ont subi des agressions sexuelles par des prêtres.

À lire aussi:

- >>> [Les «erreurs» du passé](#)
- >>> [La réconciliation par la contrition](#)
- >>> [Plus traditionaliste que ses confrères](#)
- >>> [Patrick Lagacé: Le cadavre grouille encore](#)

«Ces scandales ont ébranlé la confiance du peuple envers les autorités religieuses, et nous le comprenons ! Pardon pour tout ce mal!»

Cette sortie de Mgr Marc Ouellet, archevêque de Québec et primat de l'Église canadienne, survient trois semaines après un passage remarqué devant la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables. Le cardinal Ouellet s'était alors opposé au remplacement du cours de religion à l'école par un cours d'éthique et de culture religieuse.

«Entendons-nous bien, je ne demande aucunement à la société québécoise de revenir en 1950», affirme-t-il aujourd'hui, admettant que le Québec d'aujourd'hui est pluriel et laïque.

Mais il réitère son appel en faveur de l'enseignement de la religion à l'école. Il demande au gouvernement «d'offrir un espace» aux groupes religieux, afin qu'ils donnent des cours confessionnels.

Surprise

L'Assemblée des évêques catholiques du Québec, lieu d'échange et de concertation du milieu religieux québécois, n'a pas cautionné cette sortie. En fait, son vice-président, Mgr Martin Veillette, n'a pris connaissance de la lettre qu'hier midi. Même s'il n'est « pas mal à l'aise» avec cette sortie, il précise qu'elle ne doit pas être confondue avec la position de l'Église.

«En dehors des assemblées, les évêques ont cette liberté de prendre la parole s'ils le veulent, explique-t-il. Dans le cas du cardinal Ouellet, il s'exprime en son nom.»

Appelé à commenter la lettre, le cardinal Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal, a décliné toute demande d'entrevue.

«Je ne l'avais pas vu venir!» reconnaît pour sa part Gilles Routhier, professeur à la faculté de théologie de l'Université Laval.

Bien que l'Église ait organisé dans le passé des cérémonies pour commémorer les injustices faites aux femmes et aux autochtones du Québec, c'est la première fois qu'un personnage de cette envergure s'avance de façon aussi percutante. Mgr Ouellet dit s'inspirer du pape Jean-Paul II.

À l'occasion du Jubilé de l'an 2000, le défunt pontife avait dirigé une «célébration pénitentielle» à la basilique Saint-Pierre de Rome. Il avait alors demandé à l'Église de devenir plus consciente des péchés de ses fidèles. À cette occasion, il avait demandé pardon pour des actes commis pendant les Croisades et l'Inquisition. Il s'était notamment repenti pour des conversions forcées, les divisions entre chrétiens, les actes d'hostilité contre les juifs et des atteintes à la dignité humaine envers les femmes, les gens de différentes ethnies.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red, rounded rectangular background.

Le mardi 20 nov 2007

Violence à Hormisdas-Gamelin

Sylvie Letiecq, Gatineau

Le Droit

Je trouve très déplorable les cas de violences qui se sont déroulés dernièrement à la polyvalente Hormisdas- Gamelin de Buckingham.

Que les étudiants soient mécontents des enseignants et/ou des règlements est un fait, mais de s'en prendre à eux physiquement est inacceptable ! Les cas d'agression s'accumulent dans cet établissement et à part le syndicat, personne ne semble s'alarmer.

Par ailleurs, le directeur général de la commission scolaire "semble" banaliser la situation, comme si c'était normal qu'un étudiant mécontent s'arroge le droit de contester de façon agressive sa frustration envers un enseignant. Et d'entendre des propos comme : "Des choses comme ça arrivent et vont continuer d'arriver...", moi je préférerais entendre ceci : "Désormais, nous ne tolérerons plus aucune forme de comportement agressif envers notre personnel enseignant !"

En tant que parent responsable, je persiste à croire que l'élément essentiel dans l'éducation de son enfant est lui enseigner le respect envers les gens qui les entoure, en étant bien entendu respectueux envers eux à notre tour. Le rôle des enseignants est d'instruire nos enfants et nous, parents, de les éduquer.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red, rounded rectangular background.

Le mardi 20 nov 2007

Les Américains lisent moins et moins bien

Agence France-Presse
Washington

Les Américains lisent moins et moins bien, selon une vaste étude gouvernementale publiée par le National Endowment for the Arts (NEA) qui se base sur une quarantaine d'autres enquêtes.

«Cette enquête montre l'alarmant déclin de la lecture, qui touche à la fois le nombre d'ouvrages lus mais aussi le niveau de lecture, ce qui affecte la culture, l'économie, la vie sociale de notre pays ainsi que l'éducation de nos enfants», s'inquiète Dana Gioia, qui dirige la NEA, une agence gouvernementale de promotion des arts et de la culture.

Les Américains de 15 ans se situent au 15e rang sur une liste de 31 pays en agilité de lecture derrière la Pologne, la Corée, la France et le Canada, affirme l'étude.

En moyenne, les Américains âgés de 15 à 24 ans, passent deux heures par jour devant la télévision et sept minutes à lire.

Parmi les adolescents âgés de 17 ans, le nombre de non-lecteurs a doublé en 20 ans passant de 9% à 19% en 2004.

La qualité du niveau de lecture des Américains a aussi baissé, surtout parmi les adolescents et les jeunes hommes. Même les plus éduqués lisent moins bien: de 1992 à 2003, le pourcentage d'adultes ayant fait des études universitaires qui obtient une bonne note en lecture a chuté de 10 points.



Le mercredi 21 nov 2007

Des immigrants se vident le coeur

[Laura-Julie Perreault](#)

La Presse

Outrés par des propos entendus pendant la tournée régionale de la commission Bouchard-Taylor, plusieurs Montréalais issus de l'immigration ont profité du premier saut des deux commissaires dans la métropole québécoise pour exprimer leur ras-le-bol.

Selon plusieurs immigrants, qui ont participé au forum populaire qui a eu lieu hier soir dans le quartier Côte-des-Neiges, l'immigration au Québec est en train de tourner au cauchemar depuis le début du débat sur les accommodements raisonnables.

La montée de la xénophobie, l'islamophobie, le taux de chômage au sein de certaines communautés culturelles ont été au coeur de plusieurs interventions qu'ont écoutées, sans intervenir, le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor.

Un réfugié d'origine iranienne, Reza Koochechian Jaboor, vivant au Québec depuis 22 ans, a expliqué qu'il ne trouve pas de travail parce qu'il ne parle pas français et qu'il est originaire du Moyen-Orient. «Après le 11 septembre, il y a des gens qui ont tout fait pour me rendre la vie impossible à moi et à beaucoup d'autres gens. Vous essayez de jouer avec nous», a dit le sexagénaire au début de la soirée.

«Il y a une volonté des médias et des politiciens d'associer les accommodements raisonnables aux immigrants, c'est loin d'aider notre intégration», a ajouté un citoyen de Côte-des-Neiges, prénommé Mohammed. «J'ai un message à passer à ceux qui veulent immigrer au Canada. Avant de le faire, pensez-y à deux fois. Ce n'est pas le bon moment pour venir au Québec. Allez dans une autre province», a lancé le jeune homme.

Porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, qui a témoigné en son nom personnel, s'est lui aussi dit inquiet du climat social actuel, mais a loué le Québec comme modèle de terre d'accueil. «Malgré ce qu'on vit aujourd'hui, le Québec est un pays extraordinaire. Et il peut retrouver sa dignité, il peut aspirer à la grandeur et ce, sans monter sur le dos de qui que ce soit. On n'a pas à prendre les immigrants comme boucs émissaires», a dit le politicien, né en Iran.

Une foule à l'image d'un quartier

Plus de 180 personnes étaient présentes hier pour le premier des trois forums populaires de la commission Bouchard-Taylor qui doivent avoir lieu à Montréal. La diversité du quartier - 44% des citoyens de Côte-des-Neiges sont nés à l'extérieur du Canada - se reflétait dans la salle de la bibliothèque interculturelle, remplie à pleine capacité. La ministre de l'Immigration et des communautés culturelles, Yolande James, s'était déplacée pour l'occasion, mais n'a pas pris la parole.

Le forum, qui s'est déroulé dans la paix, a été quelque peu chamboulé en fin de soirée quand des manifestants de l'organisation Solidarité sans frontières sont entrés dans la salle d'audience en criant "Immigrants oui, racistes non".

La commission tiendra un autre forum ce soir à Sherbrooke. MM. Bouchard et Taylor

seront de retour la semaine prochaine au Palais des congrès de Montréal pour les deux dernières semaines de consultation publique. Ils se retireront ensuite pour écrire le rapport qu'ils doivent rendre au printemps au gouvernement du Québec.



Le mercredi 21 nov 2007

De nombreux jouets dangereux toujours distribués aux États-Unis

Agence France-Presse
Washington

De très nombreux jouets distribués aux États-Unis restent dangereux pour les enfants, notamment à cause de hautes teneurs en plomb, malgré de récentes interdictions de distribution de jouets en provenance de Chine, montre une enquête de consommateurs publiée mardi.

Les inspecteurs du Groupe américain de recherche d'intérêt public (PIRG) ont «encore constaté des problèmes par dizaines dans des magasins de jouets cet automne», a déclaré le directeur de ce programme, Ed Mierzwinski, dans un communiqué destiné à présenter la politique annuelle sécuritaire dans ce domaine aux États-Unis.

Quelque 73 000 enfants âgés de moins de cinq ans ont été hospitalisés en urgence, et 20 d'entre eux sont morts, à la suite de blessures liées aux manipulations de ces jouets en 2005, selon des chiffres de la commission de sécurité des produits à la consommation (CPSC).

Un autre groupe, qui siège en Californie, le Center for Environmental Health (CEH), a fait état la semaine dernière de la présence de produits ayant de hautes teneurs en plomb.

Selon le CEH, neuf jouets sur 100 achetés dans différents magasins aux États-Unis, présentaient de telles anomalies. Ces neuf jouets provenaient tous de Chine. L'un d'eux, un service à thé de poupée en céramique, «Starletz», contenait 21 fois plus de plomb que la limite autorisée, a encore précisé CEH.

La Chine est le plus grand exportateur de jouets du monde et en a vendu l'année dernière 22 milliards, soit 60% des ventes mondiales.

Près de 400 000 jouets fabriqués en Chine, en majorité des voitures miniatures et des robots, dont la peinture contenait un niveau trop élevé en plomb, avaient été déjà rappelés la semaine dernière aux États-Unis.

Les rappels se sont multipliés aux États-Unis ces derniers mois, la plupart du temps concernant des jouets fabriqués en Chine et présentant une trop forte teneur en plomb, mais parfois aussi des jouets ayant des défauts de conception.

Sous le feu des critiques à l'étranger, mais aussi en Chine, à cause de la mise sur le marché de produits dangereux, le gouvernement chinois a annoncé récemment une série de mesures destinées à protéger la santé des consommateurs.



Le mercredi 21 nov 2007

Le SCRS critique le laxisme du Canada en Immigration

[Joël-Denis Bellavance](#)

La Presse
Ottawa

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) estime que les autorités canadiennes mettent trop de temps à renvoyer un étranger qui débarque au pays et qui représente une menace pour la sécurité nationale.

Le service d'espionnage propose donc au ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, d'intensifier les efforts de filtrage de sécurité à l'étranger afin d'empêcher les individus indésirables qui ont des liens avec des terroristes ou des services de renseignements adverses de venir au pays.

Dans une note interne datée du 22 mai et envoyée au ministre Day, le grand patron du SCRC, le directeur Jim Judd, critique en des termes à peine voilés les politiques canadiennes en matière d'immigration, notamment les nombreux recours d'appel qui s'offrent à un étranger qui conteste la décision des autorités de le renvoyer dans son pays d'origine.

«Dans le contexte actuel, il est plus efficace et moins coûteux d'empêcher des individus qui représentent une menace d'entrer au Canada que de les expulser de notre territoire. En outre, on s'attend à ce que le Canada joue un plus grand rôle afin d'assurer la sécurité du périmètre nord-américain. Conséquemment, dans le but d'éviter qu'un attentat terroriste survienne au Canada ou soit planifié à partir du Canada, il serait utile d'augmenter les efforts de filtrage de sécurité», soutient M. Judd dans cette note obtenue par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Le SCRS est déjà été mis à contribution par des employés du ministère de l'Immigration qui sont à pied d'oeuvre dans les différentes ambassades du Canada à l'étranger. Quand ces employés reçoivent une demande de visa ou une demande de statut de résident permanent de la part d'étrangers, par exemple, ils demandent aux services d'espionnage de vérifier le plus rapidement possible les antécédents des demandeurs afin de déterminer s'ils représentent une menace pour la sécurité du pays.

Cela fait partie du programme de filtrage des demandes d'immigration du SCRS. Les agents du SCRS sont donc appelés à travailler étroitement avec le ministère de l'Immigration et l'Agence des services frontaliers du Canada pour empêcher les individus indésirables de fouler le sol canadien.

Sur son site Internet, le SCRS affirme même que ce programme «constitue la première ligne de défense du Canada contre les menaces comme le terrorisme et l'espionnage» puisque cela permet aux autorités canadiennes «de repérer les personnes qui pourraient représenter de telles menaces et de leur refuser l'entrée au pays ou le statut demandé».

En 2006-2007, les agents du SCRS ont donc évalué 92 300 demandes de filtrage de sécurité pour les personnes qui souhaitent obtenir le statut d'immigrant ou de réfugié. Mais dans un contexte de l'après 11 septembre, Jim Judd estime qu'il faut investir davantage d'efforts et d'argent à l'étranger pour intercepter les individus qui ne devraient jamais mettre les pieds au Canada.

Il a été impossible hier d'obtenir les commentaires du bureau du ministre Stockwell Day à ce sujet.

Ancien agent du SCRS, Michel Juneau-Katsuya est tout à fait d'accord avec le diagnostic porté par M. Judd. «Coût pour coût, c'est évident que c'est plus facile d'empêcher quelqu'un de rentrer au Canada que de s'en débarrasser une fois qu'il est ici. (...) Je ne dirais pas que c'est une critique de nos lois en matière d'immigration, mais que c'est une analyse sobre de la situation», a-t-il commenté.

Avec la collaboration de William Leclerc



Le mercredi 21 nov 2007

Le français ou rien pour Maka Kotto

[Denis Lessard](#)

La Presse
Québec

Pour assurer la défense et l'illustration de la langue française, les politiciens québécois devraient refuser de répondre aux questions qui leur sont posées en anglais, estime le député bloquiste de Saint-Lambert, Maka Kotto, qui compte briguer l'investiture péquiste pour la complémentaire de Bourget.

Le député bloquiste a même voulu faire de son idée une résolution d'urgence au dernier conseil général du Bloc québécois à Trois-Rivières. Il n'a pas apprécié qu'elle soit mise sur une voie de garage après une conversation avec le chef du Bloc Gilles, Duceppe.

Joint hier, M. Kotto a refusé de parler de sa proposition. «Je compte publier un livre sous peu, je ne veux pas vendre la mèche», explique-t-il, refusant de préciser quelle maison d'édition publierait son ouvrage. L'idée que les politiciens francophones ne doivent pas prendre publiquement la parole en anglais, «j'en parle dans le livre», se contente de dire le député bloquiste.

«On doit être les meilleurs vendeurs de la langue française. Je ne suis pas un ayatollah de la langue française. En proportion en Amérique, on est un seul élève francophone sur 40 élèves anglophones. Mon réflexe de défenseur me dit qu'à partir du moment où on a la capacité de faire du français la langue de référence publique unique au Québec, on a à le faire», explique M. Kotto.

Même s'il parle couramment l'anglais, comme le français et l'allemand, M. Kotto explique qu'il a toujours tenu à répondre en français aux questions qui lui étaient posées en anglais à Ottawa.

Tous les gens «qui jouent un rôle public devraient se donner la responsabilité de faire la promotion et la défense du français», poursuit M. Kotto.

À Trois-Rivières, à la mi-octobre, M. Kotto avait été froissé de voir sa proposition reléguée aux oubliettes, mise de côté par un comité qui choisissait les propositions qu'allaient débattre les délégués bloquistes. «C'était fou comme de la m...» confie un de ses collègues. «Dès le premier caucus du Bloc, Lucien Bouchard nous avait incités à apprendre l'anglais. On ne peut penser une seconde que le chef du parti refuse de parler anglais», résume-t-on.

On ne sait pas quel poids aura eu ce différend avec Gilles Duceppe dans la décision de M. Kotto de passer au Parti québécois.

Le dimanche précédant l'annonce de la candidature de M. Kotto pour le PQ, Simon Bissonnette, directeur général du parti, s'était rendu à la réunion de l'exécutif péquiste de Bourget pour leur annoncer l'atterrissage du député bloquiste. Hier M. Kotto parlait toutefois de son «acceptation de la main tendue du PQ de Bourget».

La salle prévue pour la conférence de presse conjointe de M. Kotto et de Mme Marois, à la maison de la culture de Mercier, avait été réservée dès le jeudi précédent. La

députée péquiste sortante, Diane Lemieux, avait été invitée, mais elle a décliné l'invitation.

Ce jour-là d'ailleurs, ulcéré, Gilles Duceppe délestait M. Kotto de ses responsabilités de critique en matière de patrimoine pour les confier à Maria Mourani, bloquiste d'Ahuntsic.

Mme Marois, avant d'aller repêcher M. Kotto, avait offert sans succès Bourget à Joseph Facal, Louise Beaudoin, Jean François Lisée et Elsie Lefebvre.

Le chef du Bloc n'avait pas aimé avoir été informé à la dernière minute de la décision de son député de traverser au Québec. On craignait que d'autres élus bloquistes soient tentés de l'imiter. Or le chef est mal placé pour gronder qui que ce soit. Il avait lui-même lorgné du côté de Québec, avant que Mme Marois n'annonce son intention de succéder à André Boisclair.

'Extraordinary gift'

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Wednesday, November 21, 2007

A distinguished former diplomat who once served as Canada's ambassador to the United Nations, William Barton had already resolved to leave a portion of his estate to Carleton University following his wife's death more than a decade ago.

But Mr. Barton kept his intentions to himself -- until his only son died last year. In the absence of any surviving members of his immediate family, Mr. Barton decided to keep only what he needed and give the rest of his life's savings away.

"I'm like Warren Buffett," he quipped yesterday, referring to the U.S. billionaire investor turned philanthropist.

"I believe I shouldn't give money to children, anyhow."

Today, Carleton will announce that Mr. Barton, who turns 90 next month, has taken the extraordinary step of pledging his \$3-million estate to the university.

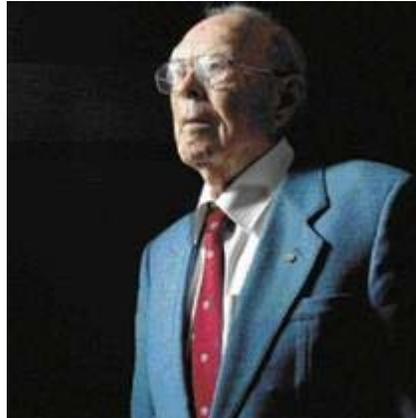
The third-largest individual donation in Carleton's history will create an endowment fund to support arms control and disarmament studies at the university's top-ranked international relations program.

The William and Jeanie Barton Chair in International Affairs is expected to become one of Carleton's richest academic endowments, allowing the university to attract or retain a star professor, offer scholarships to graduate students and establish a major research chair in the field of arms control.

"This is an extraordinary pace-setting gift to an institution, and we're so privileged to be the recipient of Mr. Barton's generosity," said Serge Arpin, Carleton's chief advancement officer.

The Barton gift tops the \$700,000 endowment in business journalism established in 2001 by the late public servant Edward Bower Carty, who also left most of his \$5-million estate to Carleton. Before that, the single largest donation to the university came from money manager Eric Sprott who, in 1997, established a \$5-million endowment at his alma mater.

The Barton endowment will be launched next year with an initial donation worth an undisclosed amount. Eventually, when the full value of the estate is invested, the



CREDIT: Wayne Cuddington, The Ottawa Citizen

William Barton, who turns 90 next month, says the professional links that he forged at Carleton University laid the foundation for his philanthropy. 'I figured this is where I'm living now and this has been my home for 50 years so it makes sense to give my money to Carleton.'

university could generate more than \$150,000 a year in investment income, creating a perpetual stream of revenue for Carleton's renowned Norman Paterson School of International Affairs.

Fen Hampson, the school's director and a longtime friend of Mr. Barton's, praised his benefactor's generosity and said it was a fitting gift from a man with an impressive diplomatic legacy.

"He certainly garnered great respect for Canada for his work at the UN. And he's someone who has played a very important role in promoting Canadian interests in the nuclear non-proliferation area," said Mr. Hampson.

Born in Winnipeg in 1917, Mr. Barton served in the army during the Second World War. At the end of the war, he moved to Ottawa and worked in the civilian research arm of the Defence Department, before joining the foreign service.

"They wanted somebody who could advise them on the ramifications of science and foreign affairs, particularly in atomic energy," Mr. Barton recalled.

As a diplomat, he represented Canada at the creation of the International Atomic Energy Agency in 1957. Five years later, he was appointed Canada's UN ambassador and later represented this country at the UN Security Council.

In 1984, on returning from his foreign postings, Mr. Barton helped launch the Canadian Institute for International Peace and Security, an Ottawa-based think-tank that brought him into contact with some of the top foreign-policy minds at Carleton. He later advised the Conservative government of Brian Mulroney on Canada's involvement in chemical and biological warfare research.

Mr. Barton said the professional links that he forged at Carleton laid the foundation for his philanthropy. "I figured this is where I'm living now and this has been my home for 50 years so it makes sense to give my money to Carleton."

Mr. Hampson said the creation of a research chair in arms control studies couldn't be more timely.

"The issues and problems of nuclear non-proliferation couldn't loom larger. We're seeing that in concerns about political instability in Pakistan, which has nuclear weapons. We see it in concerns about the future of Iran's nuclear programs. And I think what this gift will allow us to do is build up a real international centre of excellence in this field."

The school already has a top arms control expert in Trevor Findlay, a former Australian diplomat, who runs the Canadian Centre for Treaty Compliance out of Carleton.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Le mercredi 21 nov 2007

L'UQAM choisit Claude Corbo

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Claude Corbo reprendra sous peu les rênes de l'UQAM. Seul candidat en lice à la succession de Roch Denis, M. Corbo avait annoncé qu'il n'accepterait ce poste qu'à condition d'obtenir un «mandat clair» de la part de la communauté qumienne. C'est chose faite: 75% des électeurs lui ont donné son appui.

Suivant la procédure habituelle, le conseil d'administration de l'UQAM a donc recommandé officiellement hier au gouvernement du Québec de nommer M. Corbo à titre de recteur pour un mandat de cinq ans, ce qui ne devrait être qu'une formalité. M. Corbo entrerait en fonction en janvier.

Menée sur fond de grève étudiante, la consultation a suscité beaucoup d'intérêt de la part des 1407 électeurs, en grande majorité des professeurs, indiquent les résultats dévoilés hier. Le taux de participation - 63% - a été supérieur à la moyenne des cinq dernières courses au rectorat.

M. Corbo s'est engagé à mettre en oeuvre un plan d'action en huit étapes pour redresser les finances de l'UQAM mises à mal par les aventures immobilières qui ont précipité le départ de Roch Denis. M. Corbo demande entre autres à Québec d'éponger la dette liée au projet du Complexe des sciences en plus de celle associée à l'îlot Voyageur. Dans un communiqué diffusé hier, M. Corbo écrit que le gouvernement du Québec agirait de façon téméraire en ignorant le dernier rapport du Vérificateur général, selon lequel un allègement significatif de la dette de l'UQAM est essentiel pour lui permettre de respecter sa mission d'enseignement.

M. Corbo refuse toutes les demandes d'entrevues depuis qu'il a annoncé sa mise en candidature en octobre.



November 21, 2007

Mom's clothes call Trustee Riley Brockington's school uniforms suggestion has some support from parents

By LAURA CZEKAJ, SUN MEDIA

When Farha Waseem's seven-year-old daughter sees a classmate with a new jacket or bag at school, the little girl can't help but want the same thing.

But it's not easy for parents to be doling out money for the trendy kids fashion of the moment, especially when money might be tight to begin with.

"It's really hard sometimes," said Waseem. "I was wondering what would happen if they had the same things. There shouldn't be any competition about material things, there should be positive competition about education."

Two years ago, Waseem made a request to Pleasant Park Public School that it consider implementing school uniforms. She got a call back, but the issue was dropped and she hasn't heard of it since.

That was until yesterday, when the Sun reported a public school board trustee is asking elementary school councils to gauge interest among parents in launching a school uniform pilot project.

POTENTIAL SAVINGS

Trustee Riley Brockington has said he will only pursue the issue at the board if there is significant interest.

While Waseem's daughter is enrolled in Grade 2, she also has a three-year-old daughter who will be attending school in the coming year.

Aside from the potential money savings, the mother said uniforms are also a matter of student safety by allowing staff to spot intruders more easily among a crowd of uniformed children.

At Immaculata High School, wearing a uniform is an ongoing acknowledgement of the school's history, which is entwined with the Grey Nuns. The uniforms provide students with a sense of solidarity, said principal Tom D'Amico.

"I have been led to believe by our students that they wear our uniforms with pride," he said.

Students, parents and staff have a say on the uniforms and slight changes have been made over the years in accordance with their input.

INDIVIDUAL CHOICE

The uniforms are an integral part of what Immaculata means to its students and staff, said the principal. However, D'Amico has yet to see "concrete" proof uniforms lead to higher student achievement.

Implementing a district-wide policy on uniforms is wrong-headed, and must be on an individual school basis and stem from the right motivations, said Joel Westheimer, research chair in democracy and education at the University of Ottawa.

While there are several benefits of having a uniform policy, such as saving parents money, Westheimer bristles at the notion that it would be used to enforce notions of zero tolerance.

"When it becomes part and parcel of this idea that we can make a security state out of schools and the uniforms would help that, that's where I become most concerned because that's where I think it's profoundly

counter-educational," he said. "What it's trying to do is make schools into prisons."

SMOKE AND MIRRORS

An American sociologist has found that efforts to implement uniforms in order to raise academic achievement and quell school violence in the U.S. have not been effective.

David Brunsma, an associate professor of sociology at the University of Missouri, said the public retains the perception uniforms equal a better educational environment because "It's a visible change that encourages all of us to think that something is being done about public education."